

# Encore une consultation nationale sur les migrants

**Hongrie Le parti au pouvoir continue à s'opposer aux quotas de demandeurs d'asile.**

Corentin Léotard  
Correspondant à Budapest

**D**ébouté par la Cour européenne de justice qui a validé, le 6 septembre, le mécanisme européen de répartition des demandeurs d'asile, le gouvernement hongrois a tergiversé quelques jours avant de reprendre ses esprits, puis de contre-attaquer. Le leader du groupe Fidesz au Parlement, Lajos Kosa, a annoncé vendredi la tenue d'une consultation nationale, dans le but de savoir "si les citoyens hongrois soutiennent le plan Soros".

Tel que détaillé par Lajos Kosa, ce supposé plan de l'homme d'affaires et philanthrope prévoyait l'admission d'un million de migrants dans l'Union européenne chaque année, pour les répartir entre les Etats membres, et le démantèlement de la clôture à la frontière méridionale du pays. S'appuyant sur ses positions tenues dans la presse par le passé, les nationalistes au pouvoir ont fait de George Soros leur principal bouc émissaire, allant parfois jusqu'à l'accuser d'user de ses mil-

liards de dollars pour "inonder l'Europe de migrants".

Le gouvernement estime que les quotas actuels - selon lesquels la Hongrie doit ouvrir ses portes à 1 294 demandeurs d'asile - ne sont qu'un premier pas vers un système de répartition imposé aux Etats membres de façon permanente. Quant à la décision de la Cour européenne de justice, elle indiquerait que "la mise en place du plan Soros a débuté", comme l'a explicité devant la presse un membre du cabinet du Premier ministre, Csaba Dömötör.

"Les défis actuels liés aux migrations n'ont rien à voir avec George Soros. [...] Il n'y a pas de conspiration mondiale contre la Hongrie", a rétorqué Goran Buldioski, directeur de la

fondation de l'homme d'affaires à Budapest, l'Open Society Initiatives for Europe. Pourtant, même si les affiches gouvernementales dénigrant George Soros ont été retirées au mois de juillet dans tout le pays, au terme de plusieurs semaines de polémique, l'homme d'affaires reste au centre des préoccupations du gouvernement.

## D'autres consultations

Ce n'est pas la première fois que les

Hongrois sont consultés sur la politique migratoire de leur gouvernement. Au mois d'octobre 2016, un référendum boycotté par l'opposition avait été invalidé faute de participation suffisante (44 %). Le Fidesz n'a pas encore dévoilé les détails de sa nouvelle consultation, mais il est probable qu'elle ressemblera aux précédentes - "L'immigration et le terrorisme" et "Arrêtons Bruxelles !" - qui avaient consisté en l'envoi de questionnaires, soutenu par

des campagnes de publicité massives.

Les partis de gauche sont montés au créneau. "Plutôt que de continuer avec ses théories de la conspiration et la fabrication de la peur, le Fidesz devrait enfin faire face aux problèmes réels de la Hongrie", a réagi le candidat socialiste aux

élections en avril 2018, Laszlo Botka. "Pour la coalition au pouvoir, la campagne électorale à venir ne va consister en rien d'autre qu'agiter le nom de Soros", a constaté pour sa part Bence Tordai, le porte-parole du petit parti Dialogue. Tout cela, selon lui, aux dépens de "l'augmentation de la pauvreté et du désespoir, d'un système de santé pourrisant et d'un système éducatif qui a été ramené au XIX<sup>e</sup> siècle". Le ton des élections d'avril 2018 est donné.

**"Il n'y a pas de conspiration mondiale contre la Hongrie."**

Goran Buldioski  
Directeur de l'Open Society  
Initiatives for Europe à  
Budapest.

## Épingle

### Deux ans de mur

**Le porte-parole** du gouvernement, Zoltan Kovacs, et le conseiller du Premier ministre à la sécurité nationale, György Bakondi, se sont rendus vendredi au poste frontalier de Röszke, point d'entrée dans l'Union européenne pour des dizaines de

milliers de migrants deux ans plus tôt. Ils se sont félicités de ce que le dispositif de sécurité, largement renforcé depuis 2015, permette aujourd'hui de protéger la Hongrie et l'Union de l'immigration illégale. Le ton était tout autre quelques jours plus tôt, mardi, lors de la visite sur les lieux du Haut commissaire aux réfugiés Filippo Grandi. Les zones de transit qui permettent aujourd'hui aux

migrants d'entrer légalement en Hongrie "devraient plutôt s'appeler des centres de détention". Selon lui, chacun des deux points d'entrée officiels sur la frontière ne permet qu'à cinq personnes par jour de déposer une demande d'asile. Celles-ci sont ensuite systématiquement placées en centre fermé le temps de la procédure, y compris les enfants.  
**C.L.**